

Distingués délégués, je suis honorée de représenter le Canada à l'occasion de cette importante conférence. Je sais que le Canada a assidûment participé aux six dernières réunions annuelles, ce qui souligne de façon tangible son engagement envers l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et le processus des conférences postministérielles.

Nous nous réjouissons de l'expansion du processus de l'ANASE et sommes particulièrement heureux de souhaiter la bienvenue à la République de Corée, notre nouveau partenaire dans le dialogue.

Nous saluons aussi l'initiative et la clairvoyance de nos hôtes, qui ont invité les distingués représentants de l'Union soviétique et de la République populaire de Chine à assister à la rencontre ministérielle de l'ANASE.

Les Canadiens sont très conscients du fait que l'ANASE a contribué à promouvoir le dialogue sur des questions d'importance régionale et internationale. Nous soutenons pleinement l'établissement de nouvelles formes de discussions sur des questions d'intérêt commun.

Distingués délégués, nous vivons dans un monde où le changement est la seule certitude. Mais le changement peut aussi être synonyme de progrès vers un avenir meilleur pour les citoyens de nos pays et du monde entier.

Mais les changements ne peuvent se faire sans une participation directe des gens aux décisions qui auront une incidence sur leur vie et sur celles des générations à venir.

Au Canada, nous amorçons le processus de renouvellement de notre constitution par un vaste dialogue entre Canadiens, dialogue qui comprend un examen sérieux de nos institutions politiques, économiques, sociales et culturelles. À l'aube du 125<sup>e</sup> anniversaire de notre souveraineté, nous considérons que ce processus de renouveau est sain et essentiel à la poursuite de notre épanouissement en tant que pays prospère et démocratique.

Ailleurs dans le monde, des pays voient de plus en plus la démocratie comme un élément fondamental de la stabilité et de la prospérité. Le maintien d'une prospérité réelle dans la région dépend de l'accroissement des droits, des libertés et des responsabilités politiques.

Les États modernes doivent reconnaître les droits et les responsabilités des citoyens. Lorsque les droits sont bafoués ou que les responsabilités des citoyens envers l'État deviennent trop lourdes, ces derniers cessent de soutenir le gouvernement, ce qui entraîne un affaiblissement de la structure de la société.

Dans le pays qui s'appelait autrefois la Birmanie, les Canadiens déplorent le recul du processus démocratique. Nous demandons au